

## Croire ou prouver, la démocratie en questions ?

La question de “croire ou ne pas croire” ne se poserait même pas dans une véritable démocratie : c’est un choix individuel qui ne concerne que la sphère privée de chacune et chacun. La place des religions, en particulier, s’en trouverait clairement délimitée.

Or, l'actualité remet au devant de la scène les religions, ou plutôt les signes extérieurs qui affichent l'appartenance à telle ou telle religion, par choix délibéré ou par conformisme. Et chacun, même le Président de la République, de décliner sa conception de la laïcité, de façon souvent approximative, revendiquant la “liberté de croire”, et de ce fait, prenant le risque d'affaiblir cette liberté fondamentale.

Dans le même temps, force est de constater que des informations non vérifiées, voire des opinions sans fondement objectif, sont de plus en plus colportées, sur le même ton que toutes les informations d'actualité... Y compris par des médias ayant pignon sur rue !

Pourtant, chacun-chacune, quelles que soient ses options religieuses ou athées, peut construire avec les autres, tous les autres, les savoirs et leur mise en pratique au regard des réalités sociétales, sociales, écologiques, économiques...

Il ne s'agit pas de “croire”, car l'enjeu est bien plutôt de rechercher ensemble ce qui représentera, ce qui décrira au mieux les faits et les fonctionnements du réel. Construire des savoirs adossés sur des faits avérés.

Construire des savoirs éprouvés, qui ne soient pas des vérités révélées, mais des faits\* prouvés ou des hypothèses pertinentes. Mobiliser des connaissances à interroger sans cesse, dont la validité et les effets sont à réévaluer en permanence.

Autrement dit, élaborer ce qui permettra d'exercer une véritable citoyenneté, de pouvoir participer aux choix concernant la vie collective, quelle que soit son option personnelle de religion ou d'athéisme. Ce qui à un moment donné, dans un contexte donné semblera répondre au mieux à l'intérêt général.

Aujourd'hui, la place croissante prise par les religions rend difficile la structuration d'une pensée politique et d'un engagement de citoyenne ou de citoyen. Parfois, leur radicalité favorise même des comportements peu compatibles avec la vie en société.

Il ne s'agit ni de contester les choix philosophiques ou idéologiques de quiconque, encore moins de remettre en question la liberté de penser.

Mais bien plutôt de se demander jusqu'à quel point **pouvons-nous, devons-nous tolérer l'intolérance ?**

L'organisation propre à chaque idéologie, chaque religion ou à chacune des églises, l'exercice des divers cultes ou les convictions de tel ou tel groupe de pensée, ne peuvent altérer ni la convivialité, ni les solidarités sociétales !

Vivre en société est un ensemble d'actes politiques qui impliquent des savoirs partagés, des savoirs vérifiés, testés rationnellement, interrogés scientifiquement.

La qualité première des sciences est précisément de s'extraire des idéologies, de produire des savoirs factuels, universels et communs. Ceux-ci ouvrent aux débats et aux délibérations démocratiques, avec une prise de distance : observer pour essayer de comprendre...

Des savoirs vérifiés, dont le domaine de validité est éprouvé, qui ne sauraient être mis en balance avec des croyances, trop souvent basées sur des rumeurs colportées à l'infini...

Bien sûr, il ne s'agit pas de faire des sciences la panacée universelle.

Il peut même arriver que les énoncés scientifiques manquent parfois de rigueur, qu'ils présentent des biais méthodologiques, qu'ils soient abusivement généralisés ou hâtivement énoncés. Cela appelle à une vigilance permanente.

Mais il s'agit d'appliquer les principes d'élaboration de savoirs rationnels, avec leur exigence de qualité, aux savoirs du quotidien, du vivre ensemble, tout en incluant la diversité humaine, culturelle, sociale, philosophique...

Au delà des savoirs établis, les débats démocratiques peuvent se nourrir de l'espace d'incertitudes ou de doutes, des possibilités de choix, d'orientations...

Mieux, pour que la démocratie vive, il est nécessaire que des réflexions, des délibérations soient systématiquement engagées et organisées.

**La question fondamentale est donc celle de l'information et de l'éducation**, celle des dispositifs comme des moyens de formation et de communication...

Ne nous laissons pas endormir ou berné par les idéologies qui fondent essentiellement leurs pouvoirs sur des croyances !

Ce serait une régression sociétale très regrettable ! Et combien dangereuse...

Parce qu'il est difficile d'échapper aux croyances, concentrons toute notre attention sur la structuration de nos savoirs. Et leurs limites.

En démocratie, s'il est admis de laisser ouvert le champ individuel de penser, si la tolérance et la reconnaissance de l'autre sont des impératifs laïques, les organisations collectives ne sauraient s'appuyer sur des croyances ! Ni même sur des convictions dès lors qu'elles ne sont pas partagées ou partageables par tous !

### **Quelle société voulons-nous vivre ?**

Une démocratie éclairée, participative, collaborative, implicative...

ou bien, une société autoritaire, faite de croyances, de soi-disant vérités, de tromperies, de magies ?

**\* Le fait en question**

Coordonné par Guillaume Lecointre et Sarah Proust  
/ Editions L'aube / novembre 2019